

Du langage de l'urbanocentrisme

On pense avec des mots, mais les mots pensent pour nous¹. Ce bref résumé d'une œuvre de Victor Klemperer, rédigée après une analyse rigoureuse du vocabulaire du troisième Reich tel qu'il avait été vécu, peut être utilisé de façon générale, et dans un contexte heureusement moins tragique. Ainsi toute une série d'expressions stéréotypées traduisant une pensée préformatée semble caractériser les analyses territoriales. Elles débouchent sur un véritable zonage sémantique.

Au centre, la ville des seigneurs : l'hyper centre, avec ses qualités de rencontres aléatoires, et comme on dit parfois, ses externalités positives. Il regroupe les instances de pouvoir politique, économique, culturel et financier. Les quartiers d'habitat y sont dits "résidentiels"². Il a ses chantres, comme les agences d'urbanisme, et le monde immobilier en général, car les prix y sont plus élevées, et les commissions et honoraires de tout ordre plus substantiels. Ses habitants sont réputés allophiles³, c'est-à-dire s'aimant les uns les autres.

Puis la cour des miracles. D'habitude, on parle plutôt de "quartiers" à forte composante d'immigrés, avec leurs cultures spécifiques et leur tension interne, qui semble caractériser une forte allophobie, malgré leurs situations en zone urbaine. Ils bénéficient d'une administration dédiée – l'ex-DIV et ses antennes. L'ACSE⁴ y distribue des subsides, l'ANRU⁵ est chargée de banaliser le bâti existant à coup de démolitions ou de relookage, et des modernes Frolo tentent d'y maintenir un ordre républicain apparent – du moins le jour. Ces quartiers fournissent le centre en personnel de service, services aux bâtiments comme aux personnes, voire parfois en stimulants en tout genre appréciés par les seigneurs. La proximité spatiale n'exclut pas la distance sociale⁶, mais conserve toute son utilité économique.

Au contact immédiat les manants. La banlieue peut toujours être définie, comme depuis le Moyen âge, comme le ban du seigneur. C'est un territoire dépendant, avec les personnes qui ne peuvent accéder financièrement à la ville des seigneurs – sauf enclave de riches, mais alors le mot banlieue est oublié. L'habitat est regroupé dans des "quartiers d'habitation" de qualité

¹ « Lingua Terti Empiri » Victor Klemperer, Le Seuil 1990

² Critique de la décision" Lucien Sfez, 1973, presses de Sciences Po

³ Allophile : aimant les autres, allophones, s'écartant des autres. Vocabulaire lancé par le géographe Jacques Levy, et propagé de colloque en colloque

⁴ « Agence nationale pour la solidarité urbaine et l'égalité des chances », créée après les émeutes de 2005

⁵ Agence nationale de rénovation urbaine

⁶ " Proximité spatiale et distance sociale" Chamboredon, Lemaire, 1970

variable, avec parfois des immeubles HLM que l'on veut "résidentialiser" pour se rapprocher du modèle avec barrière et portier électronique. C'est la France moche, comme dirait *Télérama*. Elle regroupe les commodités urbaines : cimetière, supermarché, usine d'incinération et autres supports logistiques.

Plus loin les ilotes. Ce mot grec désignait de citoyens au statut diminué, attaché à leur glèbe. C'est bien le cas des périurbains, rituellement "chassés de la ville assez loin pour que leur demande de logement devienne solvable"⁷. Ils sont décrétés de seconde zone, asservis à leur aller-retour quotidien à la ville : urbain pour le travail, périurbain pour la résidence – pardon, pour l'habitation-, au bord de la ruine pour cause d'endettement excessif de par leur rêve pavillonnaire, parfois qualifié de pathétique⁸. Un mode de vie propre leur est dénié : ils sont censés, vouloir "vivre hors ville comme en ville"⁹.

Enfin les croquants. Cette fois, ils habitent le rural dit profond¹⁰, cultivent la terre et maintiennent des valeurs écologiques et paysagères en accueillant parfois les urbains qui veulent retourner à leurs sources, de façon durable ou passagère l'été.

Ce discours est cohérent, voire résilient. Comme le réclamait récemment un texte signé par d'excellents chercheur(e)s¹¹, après lectures d'analyses fines montrant l'existence de périurbains heureux et organisés : dépassons la jubilation toute géographique (sic) de l'analyse des situations diverses et sachons maintenir nos concepts de base (*adaptation en français usuel*).

Les vérités négligées sont aussi bien sociales qu'économiques.

La population française n'est pas répartie de façon homogène. Les cadres supérieurs sont plutôt dans les villes et les banlieues, et les ouvriers plutôt dans le périurbain et le rural, comme d'ailleurs les agriculteurs. Bien sûr, l'examen de diplômes des actifs conduit au même résultat. C'est logique : les ouvriers ont souvent des lieux de travail dans la campagne, et dépendant d'horaires de prise de poste incompatibles avec les transports en commun, comme avec l'habitation dans des immeubles collectifs mal insonorisés.

Alors, le discours de l'urbano-centrisme, qui ne voit le territoire que par les vertus de la ville des seigneurs, est d'abord un discours de classe – ayant ses emplois et ses lieux de

⁷ Intergroupe foncier, commission des villes pour le VIème plan, 1970

⁸ « Esthétique, architecture, urbain » Chris Younès et alii², 2000

⁹ Expression tirée du programme actuel du Plan urbanisme construction architecture

¹⁰ Terme hérité de l'ancienne classification des « zones à peuplement industriel et urbain ». Le « rural profond » en était le négatif. Ce concept a disparu en 1996 pour faire place au zonage dit par aire urbaine

¹¹ "Vivre les espaces périurbains" Norois, n° 205, 2007

divertissement en ville – et les moyens d'y résider. Finalement la valeur attachée aux différents secteurs est proportionnelle aux niveaux des diplômes représentés. Nous sommes bien en France.

Autres vérités, cette fois financières, du côté des finances publiques comme des finances privées. Les rituels cris d'alarme sur le coût de l'étalement urbain ne l'ont pas empêché d'être financé alors qu'émerge maintenant la question des coûts de congestion dans les villes existantes, qui préfèrent systématiquement ce qui crée de la valeur – bureaux ou équipement culturel – à ce qui pourrait entraîner des charges, comme l'habitat.

Il en va de même du côté des finances privées. C'est dans le rural et dans le périurbain que l'on peut devenir propriétaire de 100 m² pour les dépenses correspondant à un loyer pour 60 m² en zone dense. Cette vérité trentenaire est si forte que l'État s'appuie dessus depuis 30 ans pour sa politique globale de construction.

Les postures masquées

Cette position globale a bien sûr d'abord un arrière plan politique: le poids démographique, donc électoral, des villes centre, est en recul constant, et s'accompagne donc de leur recul politique. De plus en plus souvent des maires de banlieue prennent le pouvoir dans les communautés urbaines. Les forces politiques et culturelles correspondantes sentent alors leur base se fragiliser, protestent donc avec énergie et continuent à mépriser les banlieues tout en traitant d'allophobes ceux qui s'éloignent vers le périurbain pour bénéficier d'un certain confort spatial.

Ensuite l'idéologie du collectif. Tout ce qui était valeur collective prédominait par rapport à toute valeur individuelle. C'était vrai du travail, de la formation professionnelle, de l'habitat, des modes d'actions et de revendication. Le simple terme "habitat individuel" était déjà condamnable, car ses bénéficiaires étaient soupçonnés de vouloir s'éloigner des douceurs de la vie collective pour se recroqueviller dans leur étroite sphère familiale.

Puis une opposition à l'accession à la propriété. Celle-ci, traitée récemment de "privatisation de l'espace"¹² par un militant de la ville dense traduit l'étonnement devant cette réticence à nos merveilleux HLM La constitution des banlieues rouges autour de la défense des mal-lotis est bien oubliée¹³. Et les cris d'alarme continus de Pierre Bourdieu¹⁴ contre ce phénomène sont, quand on y songe, assez savoureux.

¹² Jacques Lévy, dans le Monde des Débats, 2000

¹³ La banlieue divisée" Annie Foucault, Créaphis, 2000

¹⁴ Par exemple dans « les structures de la vie sociale », 2000

Enfin la consommation d'espace par l'étalement urbain. Ce thème utilise un mot en fait impropre – consommation, car l'espace ne disparaît pas, il change simplement d'usage. Mais dans cette optique, seul l'usage agricole sans bâtiment – car les constructions agricoles représentent environ 10% de l'espace dit consommé – est considéré comme normal. L'être humain serait-il une pollution?

Le poids de ces idéologies est considérable, comme en témoignent par exemple deux approches politiques récentes : celle d'un gouvernement qui appuie l'accession à la propriété sans oser dire qu'elle est d'abord en zone rurale ; celle du parti socialiste qui chante la gloire des HLM, tonne contre le locatif privé, mais oublie tout le reste, sans doute trop difficile à penser.

Ce discours a de fait imbibé tous les textes de loi en matière d'habitat et d'urbanisme qui se sont succédés depuis 2000 et qui tonnent, dans leurs exposés des motifs, contre l'étalement urbain : SRU en 2000, Habitat et Urbanisme en 2003, ENL en 2007, MOLLE en 2008, Grenelle 1 en 2009, Grenelle 2 en 2010. Mais cela n'a débouché sur rien. Personne ne peut citer une seule mesure avec des effets potentiels significatifs en ce domaine. Bien au contraire, la loi SRU a visiblement, et pour des raisons aujourd'hui bien élucidées, contribué à accélérer l'étalement urbain qu'elle voulait combattre. En outre la confusion entre étalement urbain, périurbanisation et extension urbaine a conduit à réduire des capacités de construire dans des pôles urbains, en repoussant les demandes en activités comme en habitat ailleurs.

L'étrange succès de ce discours repose sans doute sur une erreur de fond : identifier un type de territoire à un type d'habitant. Il s'ensuit de nombreuses erreurs scientifiques, comme par exemple d'assimiler les territoires périurbains à ceux qui viennent les habiter, en oubliant ceux qui y habitaient avant. Ou de confondre banlieues et banlieusards, voire quartiers d'architecture dite encore moderne, et jeunes délinquants issus de la diversité...

Et, de façon plus générale, comme le faisait déjà remarquer Henri Lefebvre¹⁵, affecter des catégories sociales à des territoires aux dépens d'approches anthropologiques respectant chaque individu dans sa singularité.

Mais ces questions difficiles ne doivent pas être escamotées, car la France métropolitaine fonctionne de façon intégrée, mais non élucidable dans le vocabulaire de l'urbanocentrisme. La question des critères de différenciation territoriale, indispensables pour la formulation des diverses politiques d'urbanisme et d'aménagement, doit être intégralement reprise, en partant cette fois du réel et non de ses représentations.

Olivier Piron

¹⁵ In préface aux livre »Les pavillonnaires » N. Hautmont et alii, 1966